

BILLET DE BLOG 9 avril 2026

Banques publiques de développement : pierres angulaires du futur de la coopération internationale ?

Auteur

Élise Dufief

Responsable de recherche, financement du développement durable

🕒 Temps de lecture: 11 min



Les Assemblées de printemps (Spring Meetings) de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international la semaine prochaine (13-18 avril) à Washington ouvrent une séquence de rendez-vous importants pour le futur de la coopération internationale et du financement du développement. Dans les six mois à venir, des sommets et conférences sont prévues en France à l'OCDE, au Royaume-Uni, au Kenya, au Congo-Brazzaville, en Allemagne puis en Thaïlande. Si les annonces faites en 2025 de coupes budgétaires en matière d'aide au développement, notamment par les [États-Unis](#) et les Européens ([Iddri, 2025](#)), sont venues percuter le [processus de réforme de l'architecture financière internationale pour le développement](#) lancé quelques années auparavant, les banques publiques de développement (multilatérales, régionales et nationales) émergent néanmoins à nouveau comme essentielles pour penser les reconfigurations nécessaires d'une coopération intégrant divers enjeux (développement, finance, commerce, climat, sécurité)

et articulant de multiples acteurs (publics et privés) pour répondre aux besoins nationaux. Si cette injonction à faire plus et mieux n'est pas nouvelle, quels éléments du contexte actuel rendent une discussion concrète incontournable ?

Des institutions de poids dont la nécessité de faire système est stratégique

Les banques publiques de développement (BPD), dont les banques multilatérales (BMD) telles que la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI) ou les banques régionales comme la Banque africaine de développement (BAD), occupent une place de choix dans l'architecture internationale du financement du développement.

En termes de volume financier, les institutions multilatérales, dont les BMD, ont vu leur budget augmenter, jusqu'à représenter aujourd'hui 56 % des flux nets de la finance pour le développement, contre 28 % il y a dix ans. Ceci est en partie le résultat des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des réformes qui permettraient de dégager jusqu'à \$433 milliards pour la décennie à venir¹, d'une certaine capacité générale à faire levier² et, en parallèle, de la diminution des financements bilatéraux. Ces volumes sont encore insuffisants face aux besoins, mais aussi partiellement menacés, les BMD n'étant pas immunes aux coupes budgétaires ni aux pressions politiques pour réorienter les ressources au service d'intérêts géopolitiques.

Le contexte actuel et l'échelle croissante des besoins rappellent néanmoins qu'agir seul devient de plus en plus coûteux et limitant. À ce titre, les BMD font aussi partie de, et peuvent s'appuyer sur un réseau plus large de BPD. Depuis 2020, ce sont en effet les banques nationales de développement (BND) qui, sous l'impulsion de Rémy Rioux dans le cadre du FICS, ont été pionnières et se sont graduellement constituées en un réseau qui rassemble aujourd'hui plus de 500 institutions réparties dans 155 pays et qui représentant un total d'environ \$23 000 milliards en actifs, soit autour de 10 % des investissements globaux³. Vectrices d'une certaine forme de multilatéralisme et pourvoyeuses de financements à long terme, en partenariat avec d'autres institutions à plusieurs niveaux, les BMD ont encore la capacité d'incarner une forme de prévisibilité économique et une mise en commun de moyens raréfiés (surtout concessionnels), d'autant plus nécessaires dans le contexte d'une nouvelle crise inflationniste au Moyen-Orient.

Ces banques elles-mêmes ont donc appelé de leurs vœux, par le passé, à plus de coopération à diverses occasions. Les dissensions qui se manifestent à l'échelle internationale aujourd'hui se reflètent naturellement dans ces enceintes, mais soulignent paradoxalement le besoin de telles structures pour les dépasser. Cet objectif de mise en réseau plus efficace et intégré répond désormais non seulement à une forme de réalisme économique et financier, mais représente aussi un impératif politique, si tant est que ces institutions conservent les moyens de leurs ambitions.

Des acteurs de terrain avec un rôle d'interface unique à concrétiser

Les appels à la mise en réseau des BPD se renouvellent car ces institutions sont à la croisée de plusieurs dimensions capitales du financement du développement : en termes de secteurs, d'échelles, d'acteurs et d'outils à disposition. Le travail récent effectué par la taskforce T7 sur les banques publiques de développement rappelle les grands axes de coordination nécessaires pour mieux fonctionner en système. Et, au-delà du diagnostic, en général déjà largement connu, c'est aujourd'hui plus précisément sur les acteurs de et autour de ces institutions que repose la responsabilité d'une mise en œuvre concrète de ce rôle d'interface.

> Au sein des **banques**, qui ont, d'un point de vue stratégique, la capacité d'incarner une articulation pertinente des dimensions développement, investissement, intérêts géopolitiques, sans nier que l'équilibre à trouver au profit du collectif n'est pas une évidence. Elles fournissent aussi des enceintes permettant de dépasser certaines clivages, une approche intégrée à la croisée des secteurs, permettant potentiellement de faire front pour ne pas rester inactif sur l'intégration des enjeux climatiques dans leurs opérations quand la demande des pays d'opération persiste. Cela se traduit de façon opérationnelle ensuite par la mise à disposition d'outils financiers variés des BPD, au-delà des prêts, en mobilisant par exemple des garanties pour faciliter des prises de risque, ou de l'expertise dans la préparation de projet et des capacités analytiques.

> Au sein des **pays d'opération**, afin de mieux adapter les financements aux besoins qu'ils ont identifiés et pour les mettre en capacité de piloter une partie de cette coordination, via les plateformes pays ou tout autre mécanisme existant (comme les processus de consolidation budgétaires) facilitant un exercice de planification sectorielle et financière au-delà d'enjeux de compétitions qui persistent entre acteurs. Cet exercice doit être l'occasion aussi de positionner la connaissance du terrain des banques régionales et nationales dans cet écosystème (via par exemple des co-financements ou du partage de risque). Et c'est aussi asseoir la capacité des pays à faire le choix d'une forme de coopération ouverte, à l'encontre de certaines deals bilatéraux asymétriques.

> Avec le **secteur privé**, dans une perspective de répartition des rôles, celui-ci étant plus à même de se mobiliser sur des secteurs dits rentables. Ce sont ces acteurs que les BPD peuvent mobiliser, pour plus de financement, mais aussi pour partager de l'expertise et structurer des filières locales avec des acteurs de terrain.

Ces points rappellent une dimension essentielle des BPD qui sont pour la majorité des acteurs présents sur le terrain, dimension qui doit aussi nourrir l'échelle internationale à la recherche de plus d'efficacité. Ces institutions sont donc aussi de fait des canaux de transmission essentiels à la mise en œuvre, en capacité d'orchestrer ou interagir avec une diversité d'acteurs du financement du développement.

Faire avec et au-delà : un réseau international qui dépasse Washington

Si Washington, et les États-Unis, maintiennent une influence importante sur une partie de l'architecture financière internationale et certaines banques de développement dont la Banque mondiale, la mise en système du réseau des banques et de ses acteurs permet aussi la mise en valeur d'autres voix qui comptent.

Des attentes pèsent bien sûr sur les Européens, qui peuvent capitaliser sur leur triple positionnement, à la fois en tant qu'actionnaires, participants aux processus politiques structurels tels que le G7 ou le G20, et disposant de relais opérationnels sur le terrain.

Des alliances de circonstances sont à imaginer et à créer avec des pairs, Européens et non-européens, pays emprunteurs ou non, autour de sujets précis permettant de continuer à faire avancer l'agenda des réformes, maintenir un certain niveau d'ambition et répondre aux besoins urgents de transition. Comme le rappelle ce [Solution Paper produit dans le cadre du T7](#), le processus G7 actuel doit être l'opportunité pour les pays concernés de peser diplomatiquement en faveur des BPD, nombreuses au sein du G7, mais aussi auprès des BMD, au sein desquelles les pays G7 détiennent en moyenne 40 % des droits de vote. Cet élan permettrait un relai avec une reprise de la dynamique G20 attendue pour 2027. Une mobilisation politique européenne doit aussi contribuer à mieux positionner l'ambition globale de la BEI, auprès des pays partenaires et en soutien des BPD européennes. Peu d'acteurs bénéficient à la fois d'un positionnement privilégié dans les enceintes décisionnaires (au-delà des processus politiques transversaux, les Européens au sens large détiennent entre 20 et 25 % de l'actionnariat des banques multilatérales régionales en plus des deux banques européennes que sont la BERD et la BEI), d'une forte présence

dans les pays d'opération et d'une diversité d'acteurs (et donc d'outils) du financement du développement via les BND, les ambassades et autres acteurs de mise en œuvre dont les branches privées de financement du développement ou mobilisation d'experts.

Mais au-delà de leur propre sphère, certains pays du G7 et des Européens sont attendus dans leur capacité à démontrer qu'ils peuvent eux aussi se décentrer pour embrasser d'autres visions du monde et diversifier les partenariats en s'appuyant sur et soutenant des dynamiques lancées par d'autres, d'autant plus quand elles émanent du terrain. Ce réseau dense, complexe et fragmenté que forme l'architecture financière internationale et les BPD en son cœur, connaît des soubresauts qui peuvent aussi former une « incohérence productive », élargissant le champ des possibles et menant à l'expérimentation dans un espace paradoxalement plus inclusif car ouverts à d'autres perspectives.

Lors du dernier sommet de l'Union africaine (UA), les dirigeants africains ont ainsi posé les jalons d'une nouvelle architecture financière africaine (NAFA), au-delà des aspects de gouvernance portés depuis plusieurs années par de nombreux pays du Sud. Porté par la voix du nouveau dirigeant de la BAD, Sidi Ould Tah, le projet de NAFA vise à dépasser les blocages internationaux sur les réformes pour positionner le continent africain comme moteur de la dynamique et mobiliser les acteurs africains de manière plus coordonnée pour reconstruire une souveraineté financière mise à mal. À l'encontre d'une approche attentiste, les assemblées de la BAD le mois prochain représentent aussi une échéance importante pour capitaliser sur la dynamique de diversification des partenariats de la Banque.

L'espace des BRICS, bien que suspendu pour l'instant en raison du conflit au Moyen-Orient, reste pertinent pour repenser ces articulations. Au-delà de la formulation collective de propositions sur la réforme du FMI, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud ont joué un rôle majeur pour faire avancer la question de la coordination des banques dans le cadre de leur présidence du G20. Cet écosystème inclut par ailleurs des banques des BRICS, dont certaines comme l'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) mettent aussi en avant aussi des pratiques innovantes contribuant à questionner et réinventer les formes de coopération et équilibres entre pays.

Enfin, le réseau FICS souligne aussi le rôle des multiples institutions locales et ainsi la responsabilité des pays, au niveau national, de porter politiquement, positionner et mobiliser ces acteurs à la hauteur des enjeux. C'est aussi par eux que ce réseau peut se tisser « par le bas » (en *bottom up*), liant les échelles nationales, régionales et multilatérales pour contribuer activement à dessiner des reconfigurations au plus près des besoins des pays et répondant ainsi aux enjeux de souveraineté.

Conclusion

Les bouleversements actuels dans le champ de la coopération internationale et du financement du développement ramènent ainsi sur le devant de la scène les BPD comme pierres angulaires d'un système cherchant à faire un véritable atout de cette capacité collective de mise en cohérence d'un agenda allant au-delà du développement.

Les Assemblées de printemps ne manqueront pas de rappeler l'importance de lutter contre les vents contraires à la coopération pour penser ce système de manière plus intégrée et efficace, soulignant les dynamiques au long cours connues. Les États et directeurs d'institutions ont donc le choix politique de soutenir ou non cette restructuration, pour façonner des institutions pertinentes pour le monde de demain, loin de l'inertie ou de la préservation d'un ordre conservateur inadapté. C'est cette impulsion qui pourra ensuite s'incarner plus précisément dans les multiples événements prévus dans les 6 mois à venir, avec un premier bilan à tirer aux Assemblées d'automne qui se tiendront à Bangkok (12-18 octobre).

1

Le rapport intermédiaire des ministres des finances G20 d'octobre 2025 détaille les estimations de calcul par banque en prenant en compte plusieurs ajustements dont la tolérance au risque, la mobilisation de capital hybride et de garanties.

2

Le [rapport comparatif sur les banques multilatérales de développement \(BMD\) de 2025](#) souligne que « les BMD offrent un effet de levier aux contributions des actionnaires. Les actionnaires ont collectivement apporté 150 milliards de dollars américains de capital libéré aux BMD participant à cette étude ; ces dernières ont mis à profit ces fonds pour mobiliser plus de 1 400 milliards de dollars américains d'actifs de développement en cours, grâce à la mobilisation de financements sur les marchés des capitaux en faveur du développement ».

3

Le [réseau Finances en commun](#) vise précisément à structurer cet ensemble d'institutions bancaires de par le monde.

GOUVERNANCE

FINANCEMENT DES ÉCONOMIES EN DÉVELOPPEMENT

INSTRUMENTS DE FINANCEMENT

DEVELOPING COUNTRIES